



Salaires de la Fonction Publique, une URGENCE : « Augmentez les salaires ! »

Dans un contexte de précarisation généralisée de l'emploi (28% d'emplois précaires BIATOSS sur l'Université, projet de Contrat Première Embauche = « double peine » pour les étudiants : déjà précaires dans leurs conditions de ressources durant leurs études, ils se voient « précariser » à nouveau et pour 2 ans lors de leur entrée dans la vie active), de destruction de l'emploi dans les services publics (brutale diminution des postes aux concours du CAPES et de l'agrégation : -30% en STAPS par exemple, pas de programmation de l'emploi dans la recherche, 1/3 des postes « différés » à l'INRA, etc.), le gouvernement cherche à comprimer encore davantage la masse salariale dans la Fonction Publique :

- Pour 2006, 0,5 % d'augmentation au 1^{er} juillet (inflation = 1,8 %).
- Pas de rattrapage alors que les fonctionnaires ont perdu 5 % de pouvoir d'achat depuis 2000
- + 0,5 % en février 2007 à condition que les syndicats acceptent un volet social et un volet statutaire sans rapport avec les besoins de l'ensemble des personnels.

Les organisations syndicales exigent :

- Maintien du pouvoir d'achat pour tous, soit + 1,8 % de la valeur du point d'indice en 2006.
- Rattrapage des pertes de 5 % depuis 2000.
- Refonte de la grille indiciaire afin que :
 - Le traitement minimum soit au-dessus du SMIC.
 - Les déroulements de carrière soient améliorés par une meilleure prise en compte de l'ancienneté et de la qualification.

Pour les salaires et le pouvoir d'achat, pour l'emploi, contre les suppressions de postes, contre la précarité et pour la défense du service public de l'éducation et de la recherche, les organisations syndicales appellent à une journée de grève le :

jeudi 2 février 2006

- **Assemblée générale des personnels et étudiants à 10h amphi Platon (bâtiment Lettres),**
- **Manifestation à Dijon, Place de la Libération à 14h30**